

SCP DELVINCOURT CAULIER-RICHARD CASTELLO

Société Civile Professionnelle

Olivier DELVINCOURT
Mélanie CAULIER-RICHARD
Isabelle CASTELLO

Avocats Associés

Centre d'Affaires Colbert
34, Rue des Moulins
51100 REIMS

Tél : 03.26.85.92.92

Fax : 03.26.85.92.90

contact@der-avocats.fr

Convention d'honoraires Conditions générales

Il est établi, conformément à la loi n° 71-1130 du 31/12/1971 modifiée et au décret n° 91-1197 du 27/11/1991 modifié, la présente convention d'honoraires portant conditions générales, annexée à la convention particulière, régissant les conditions d'une prestation en matière juridique ou judiciaire.

Art 1 : Champ d'application

Les conditions générales régissent les relations financières entre l'avocat et le client, sauf clauses dérogatoires expresses des conditions particulières de la convention d'honoraires.

Art 2 : Définition

Honoraire : l'honoraire est la somme versée par le client à l'avocat en rémunération de sa prestation juridique ou judiciaire.

Frais et débours : ils correspondent aux frais exposés par l'avocat dans l'accomplissement de sa mission et aux débours liés pour le compte du client, par exemple les frais liés à l'intervention des auxiliaires de justice, les frais de greffe et les frais de déplacement. Ils sont directement rattachés à la prestation fournie et donnent lieu à un remboursement s'ajoutant aux honoraires.

Droit de plaidoirie : c'est une redevance financière perçue par les Avocats. Ce droit, payé par le client à son Avocat, pour chaque décision de justice rendue que ce soit par plaidoirie ou par dépôt de dossier devant la plupart des juridictions, est ensuite recouvré par le Barreau auquel l'Avocat est rattaché et est ensuite reversé à la Caisse Nationale des Barreaux Français (CNBF). Il finance partiellement le régime de retraite de base des Avocats et ce, en contrepartie du service public rendu par eux.

Matière juridique : il s'agit de toutes les interventions de l'avocat qui ne s'inscrivent pas dans un cadre précontentieux ou contentieux. Ce vocable recouvre toutes les situations dans lesquelles l'avocat exerce une mission de rédacteur d'actes juridiques (par ex. : constitution de sociétés ; rédaction de baux) à l'exception des protocoles transactionnels qui s'inscrivent toujours dans un contentieux né ou à naître.

Matière judiciaire : il s'agit de toutes les interventions de l'avocat qui s'inscrivent dans un cadre précontentieux, contentieux ou gracieux lorsqu'en l'absence de litige, la loi impose le contrôle du juge en raison de la nature de l'affaire ou de la qualité du requérant.

Art. 3 : Fixation des honoraires

L'avocat a droit au règlement des honoraires et émoluments qui lui sont dus en rémunération du travail fourni, du service rendu, du résultat obtenu, ainsi qu'au remboursement de ses frais et débours.

La fixation des honoraires est fonction du temps consacré à l'affaire, du travail de recherche, d'analyse et de rédaction, de la nature et de la difficulté du dossier, de l'importance des intérêts patrimoniaux en cause ainsi que des avantages ou du résultat obtenus pour le client.

Le client est tenu de verser à l'ouverture du dossier une provision à valoir sur les frais et honoraires.

A défaut de versement de la provision requise, l'avocat reste libre de renoncer à s'occuper de l'affaire ou de s'en retirer.

Le mode de fixation de l'honoraire définitivement arrêté entre l'avocat et le client résulte exclusivement de la convention particulière.

Article 4 : Honoraire forfaitaire

Définition : l'honoraire forfaitaire correspond à la somme totale, ferme et définitive que le client doit payer au titre de la prestation de l'avocat. Sauf stipulation contraire exprimée dans les conditions particulières, il exclut toute rémunération au résultat. Le remboursement des frais et débours s'ajoute à l'honoraire forfaitaire.

Règlement : l'honoraire forfaitaire doit être intégralement soldé, sous déduction des provisions versées : en matière juridique, au plus tard le jour de signature des actes juridiques ; en matière judiciaire, au plus tard la veille du jour de l'audience des plaidoiries.

L'avocat adresse au client, à l'achèvement de sa mission, une note définitive mentionnant le montant total de l'honoraire forfaitaire convenu, les émoluments et débours éventuellement dus, le montant total des provisions perçues, et faisant ressortir le solde restant éventuellement dû.

Art. 5 : Honoraire au temps passé

La convention particulière fixant les honoraires peut prévoir un honoraire de temps passé pour les affaires complexes pour lesquelles il n'est pas possible de présager du temps qu'il sera nécessaire de consacrer à leur traitement.

L'honoraire est décompté par heure de travail après application d'un coefficient de vacation horaire.

Taux horaire : le taux par heure est celui retenu dans la convention particulière. Le plancher de base est de 160 € hors taxes ; le plafond maximal est de 250 € hors taxes.

Justificatifs : l'avocat tient une comptabilité du temps passé et la communique à tout moment au client sur simple demande.

Lorsque des diligences ont été accomplies au cours du mois écoulé, l'avocat adresse au client un état du temps passé et des honoraires dus en conséquence, compte tenu des provisions éventuellement versées.

A l'achèvement de sa mission, l'avocat adresse au client une note définitive mentionnant le montant total de l'honoraire dû au titre du temps passé, les émoluments et débours éventuellement dus, le montant total des provisions perçues et faisant ressortir le solde restant dû.

Article 6 : Honoraire de résultat

La convention particulière peut prévoir un honoraire de résultat s'ajoutant soit à l'honoraire forfaitaire, soit à l'honoraire de temps passé.

L'honoraire de résultat dépend du gain, de l'économie ou de l'avantage procurés au client.

Gain : il s'agit du montant total de la condamnation judiciaire au paiement de sommes prononcée contre la partie adverse, ou le montant total des sommes obtenues pour le client en vertu d'une transaction ou tout autre accord amiable.

Économie : il s'agit de la réduction des sommes réclamées par la partie adverse résultant soit de la condamnation judiciaire, soit d'un désistement d'instance et d'action, soit d'une transaction ou de tout autre accord amiable.

Avantage : il s'agit de tout autre bénéfice non économiquement appréciable mais revêtu pour le client d'un intérêt purement satisfaisant ou moral. Lorsque l'honoraire de résultat dépend d'un tel avantage, celui-ci est expressément et précisément défini dans les conditions particulières.

Assiette : l'assiette de l'honoraire de résultat intègre la totalité des sommes représentatives d'un gain et celles représentatives d'une économie.

Modalités : la convention particulière définit expressément le pourcentage correspondant à l'honoraire de résultat, sans qu'il puisse excéder 25 % hors taxes.

Exigibilité : l'honoraire de résultat est exigible dès que le résultat est acquis au client soit en vertu d'une décision de justice définitive ou exécutoire, soit en vertu de la signature d'une transaction ou de tout autre accord.

En cas de décision frappée d'appel mais assortie en tout ou partie de l'exécution provisoire, le montant de l'honoraire complémentaire de résultat restera déposé sur le compte CARPA de l'Avocat jusqu'à ce qu'intervienne la décision de la Cour d'Appel.

En cas de pourvoi en cassation, l'honoraire complémentaire de résultat sera exigible après exécution d'une décision définitive de la Cour d'Appel de renvoi ou après signature d'une transaction.

Art. 7 : Règles communes aux honoraires

Les honoraires convenus dans la convention particulière s'appliquent strictement à la mission pour laquelle ils ont été stipulés et, le cas échéant, à la transaction ou tout autre accord signé avec la partie adverse pour le même objet.

Ils ne couvrent pas les procédures annexes ou connexes, notamment les demandes d'assistance aux réunions d'expertise, l'exercice des voies de recours et plus généralement les interventions de toute nature qui n'auraient pas été expressément prévues dans la convention particulière.

De nouvelles interventions doivent faire l'objet d'une nouvelle convention d'honoraires.

Délais de paiement : conformément à la loi n° 92-4442 du 31/12/1992, les notes d'honoraires sont payables comptant à réception.

Toute somme non payée dans le délai de trente jours porte intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal en vigueur au jour de l'émission de la facture.

Une indemnité forfaitaire de 40 € sera due pour frais de recouvrement entre professionnels en cas de retard de paiement (Art. L. 441-3 al. 4 du C. Com). »

Article 8 : Achèvement de la mission

Les effets de la convention d'honoraires s'éteignent par l'achèvement de la mission de l'avocat et le règlement des sommes restant dues par le client.

En cas de différend entre l'avocat et le client en cours d'exécution de la mission, chaque partie peut résilier à tout moment la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque l'avocat est à l'origine de la résiliation, il doit ménager au client un délai de préavis d'un mois pour lui permettre de faire choix d'un autre conseil. Le client s'engage à faire toutes diligences pour désigner un nouvel avocat dans ce délai d'un mois. Pendant ce délai, l'avocat assure les actes conservatoires nécessaires à la sauvegarde des intérêts du client.

En cas de dessaisissement de l'avocat en cours de mission et s'il subsiste un différend sur le montant des honoraires qui lui restent dus, l'avocat et le client conviennent de saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats du Barreau de REIMS qui décidera du montant de la somme que le client doit provisoirement consigner durant la procédure d'arbitrage des honoraires.

Si un honoraire de résultat a été convenu, il restera définitivement acquis en totalité à l'avocat au cas de succès de la procédure, même postérieur à son dessaisissement, dès lors que le résultat aura été obtenu grâce à l'argumentation essentielle élaborée par lui dans des écritures judiciaires ou tout autre support adressé au client ou à la partie adverse.

A l'achèvement de sa mission, l'avocat restitue au client les pièces du dossier confié, sans pouvoir prétendre exercer pour quelque cause que ce soit un droit de rétention.

La restitution du dossier ne peut intervenir que par remise directe au client qui en délivre récépissé, ou par remise au confrère désigné par le client et qui s'est effectivement manifesté.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de contestation relative à l'interprétation, l'exécution ou la rupture des présentes conventions, la partie la plus diligente pourra saisir le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de REIMS conformément aux articles 174 et suivants du décret n° 91-1197 du 27/11/1991 modifié par le décret n° 2007-932 du 15/05/2007.

Article 10 : Médiation

Le Client est informé qu'il peut saisir, s'il le souhaite, le médiateur de la consommation de la profession d'avocat : Madame Carole PASCAREL 22 rue de Londres 75009 PARIS mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr

site internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

ARTICLE 11 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre ont pour base:

- ✓ l'intérêt légitime poursuivi par le cabinet lorsqu'il poursuit les finalités suivantes :
 - gestion de la relation avec ses clients et prospects ;
 - organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.

- ✓ l'exécution de mesures précontractuelles ou du contrat lorsqu'il met en œuvre un traitement ayant pour finalité :
 - la production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients ;
 - le recouvrement.

- ✓ le respect d'obligations légales et réglementaires lorsqu'il met en œuvre un traitement ayant pour finalité :
 - la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption ;
 - la facturation ;
 - la comptabilité.

Le cabinet ne conserve les données que pour la durée nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées ainsi que dans le respect de la réglementation en vigueur.

A cet égard, les données des clients sont conservées pendant la durée des relations contractuelles, sans préjudice des obligations de conservation ou des délais de prescription. En matière de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, les données sont conservées 5 ans après la fin des relations avec le cabinet. En matière de comptabilité, elles sont conservées 10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par la loi Informatique et libertés et le règlement européen sur la protection des données, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : contact@dcr-avocats.fr, ou par courrier postal à l'adresse suivante : SCP DELVINCOURT-CAULIER-RICHARD, Centre d'Affaires Colbert, 34 rue des moulins 51100 REIMS, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

À REIMS, le

Le client

L'avocat